

**UFCV**

A photograph of two children climbing a rope net structure in a forest. The child in the foreground is a boy in a red shirt and blue shorts, smiling as he climbs. The child in the background is a girl in a white shirt, also climbing. The rope net is made of thick, light-colored ropes. The background shows tall trees and a clear blue sky.

# Le pouvoir d'agir ensemble

Rapport  
Financier  
2023

# Rapport de gestion

## Exercice 2023

## RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE 2023

L'exercice 2023 se solde par un résultat excédentaire de 0,455 M€ pour un total de (exploitation, financier et exceptionnel) de 79,9 M€. La reprise des activités amorcée en 2021 s'est confirmée et même accélérée sur 2023. Cela malgré un contexte encore particulier de la poursuite des conflits géopolitiques qui a entraîné des augmentations importantes des coûts de production des activités.

Au cours de l'année, il a fallu prendre en compte :

- Les difficultés de recrutement dans les équipes d'animateurs et de formateurs ;
- Les augmentations des coûts des achats et prestations tels que : énergies, carburants, locations, hébergements, restauration... ;
- Les augmentations de rémunérations conventionnelles ;
- Les annulations de séjours sur les vacances adaptées organisées.

Le travail réalisé par les équipes de bénévoles, volontaires et salariés a permis collectivement à l'association de développer un volume d'activités supérieur à celui de 2022 et de répondre ainsi aux demandes toujours croissantes de bénéficiaires. Ces efforts ont permis de produire un résultat excédentaire mesuré.

Le volume des activités et les produits qui en découlent enregistrent de nouveau une forte progression par rapport à 2022. Le résultat 2023 permet de maintenir la situation financière de l'UFCV. À la fin de l'année, l'association a entamé le remboursement des deux prêts garantis par l'État (PGE) à hauteur de 4 M€ obtenus en 2020. Les remboursements s'étaleront sur quatre ans et prendront fin en 2026. Ces prêts permettent à la trésorerie de l'UFCV de maintenir le fonds de roulement nécessaire aux activités et de poursuivre la restructuration et les investissements.

Les ventes de prestations passent de 61,017 M€ en 2022 à 72,774 M€, soit une augmentation de 11,757 M€ (+ 19,26 %).

Les charges d'exploitation ont augmenté de 9,547 M€ (+ 13,97 %). Cette hausse est principalement due à l'augmentation du volume des activités, des coûts des achats et services et de la masse salariale.

Le résultat d'exploitation de l'association est passé de 0,329 M€ en 2022 à 0,795 M€ en 2023. L'association enregistre un résultat financier de - 0,216 M€, un résultat exceptionnel de - 0,285 M€ et un crédit impôt recherche de 0,161 M€. Ces résultats amènent l'association à constater un résultat global excédentaire de 0,455 M€.

### EXPLOITATION

**Le produit des activités** augmente de 16,1 % (contre + 10,8 % en 2022) pour s'établir à 76,5 M€, ce qui représente une hausse des revenus de 10,6 M€.

En volume, les variations pour les activités sont les suivantes :

	Nombre inscrits 2023	Nombre inscrits 2022	Ecart Volume	Ecart %
BAFA-BAFD	35428	32509	2919	9%
VACANCES ENFANTS JEUNES	10053	9860	193	2%
Dont adhérents	8478	8467	11	0%
Dont services	1575	1393	182	13%
VACANCES ADAPTEES ORGANISEES	5152	4851	301	6%

L'activité BAFA-BAFD atteint les 35 428 stagiaires formés, ce qui n'était pas arrivé depuis plusieurs années. C'est un accroissement de 2 919 stagiaires en 2023 par rapport à 2022, soit 8,9 %. Les produits

augmentent de 2,354 M€ (16,8 %). Les équipes de formateurs qui avaient été fragilisées après les deux années de pandémie poursuivent leur reconsolidation et se sont fortement mobilisées pour répondre aux demandes des stagiaires. La contribution s'élève à 5,659 M€ (18,1 %) soit une hausse de 865,9 k€ par rapport à l'année 2022.

Les produits de l'animation territoriale augmentent de 11,5 % en 2023 contre 6,3 % en 2022, et atteignent 31,346 M€. La contribution diminue de 0,6 % par rapport à 2022 soit 24,4 k€. Cela est principalement lié à l'augmentation de la masse salariale qui représente la part principale des budgets de fonctionnement de cette activité.

L'activité vacances adaptées organisées de l'UFCV, bien qu'en progression, a été fortement touchée en 2023 par les difficultés de recrutement. Cette situation a été hétérogène et certaines régions ont pu maintenir et développer leur offre de séjours. On enregistre une augmentation de 429 vacanciers, le retour au niveau de 2019 n'est toujours pas d'actualité. Les produits sont en augmentation de 1,455 M€ par rapport à 2022 pour atteindre un montant de 9,677 M€. La contribution évolue à la hausse de 197 k€ pour atteindre 1,087 M€ par rapport à 2022.

Les revenus des activités de formation professionnelle progressent de 4,6 % par rapport à 2022 pour atteindre 5,432 M€. La contribution augmente de 78 k€ pour atteindre un montant de 1,433 M€. Avec 3 374 stagiaires pour 458 402 heures de formation, l'activité poursuit son développement.

L'activité d'insertion professionnelle maintient son niveau, malgré la perte de certains marchés. 12 326 stagiaires ont bénéficié de 497 601 heures de formation et de suivi. Les produits sont en hausse de 489 k€ par rapport à 2022 et atteignent les 6,881 M€. La contribution affiche une progression de 135 k€ par rapport à 2022 et atteint 1,913 M€.

L'activité vacances enfants/jeunes poursuit son développement et a permis à 193 enfants de plus de partir en vacances en 2023 par rapport à 2022. Le nombre total d'enfants qui sont partis en vacances grâce à l'UFCV en 2023 aura été de 10 053 contre 9 860 en 2022, soit une progression de 1,95 %. Le total des produits gérés par l'UFCV est de 2,166 M€ et progresse de 298 k€ (+ 16 %) par rapport à 2022.

Les subventions reçues sont en hausse de 22 % par rapport à 2022. Cette augmentation est liée au financement d'actions locales ou régionales.

**Les charges d'exploitation** augmentent de 13,97 % en 2023 et s'élèvent à 77,9 M€.

Les charges externes augmentent de 29,5 M€, soit une variation de 18,59 % par rapport à 2022.

Les impôts et taxes augmentent de 3,5 M€, soit une variation de 5,45 % par rapport à 2022.

Les salaires et charges sociales augmentent de 4,472 M€, soit 11,52 % par rapport à 2022.

Les dotations aux amortissements sont en hausse de 6,91 % par rapport à 2022.

Les dotations aux provisions 2023 sont de 241 k€ contre 166 k€ en 2022.

**Le résultat d'exploitation** est excédentaire de 795,7 k€ et augmente par rapport à 2022.

**Le résultat financier** est déficitaire de 216 k€.

**Le résultat exceptionnel** est déficitaire de 285 k€.

**Le résultat net** est excédentaire de 455,5 k€.

M€	2023	2022	Ecart Volume	Ecart %
Produits des activités	72,764	61,051	11,713	19%
Produits d'exploitation	78,681	68,668	10,013	15%
Charges d'exploitation	77,886	68,338	9,548	14%
Résultat d'exploitation	0,796	0,329	0,467	142%
Résultat financier	- 0,216	- 0,028	- 0,188	671%
Résultat exceptionnel	- 0,285	- 0,243	- 0,042	17%
Résultat net	0,456	0,057	0,399	699%

Le contexte économique général n'a pas empêché la poursuite du développement des activités de l'UFCV. Cela est rendu possible grâce à l'engagement remarquable des équipes de salariés, volontaires et bénévoles qui auront permis de maintenir la situation financière de l'association.

## BILAN

Les investissements ont été principalement réalisés autour des systèmes d'information et de l'immobilier, avec l'acquisition de locaux à Dijon et des travaux de mise à niveau dans les locaux existants.

L'UFCV a opté depuis 2014 pour le paiement de la participation des employeurs à l'effort de la construction sous la forme d'un prêt sur 20 ans (au lieu d'une charge), qui sera restitué à l'échéance. Le versement 2023 a été de 130 k€, ce qui porte le total du prêt à 1,2 M€.

Les créances totales brutes sont de 18,799 M€ à fin 2023 contre 18,456 M€ à fin 2022. Le montant total des provisions sur les créances clients reste stable aux environs de 200 k€. Ces provisions représentent 29 % du total des créances en 2023, contre 2,2 % en 2022.

Les montants nets des disponibilités et des valeurs mobilières de placement se montent à 6,017 M€, dont 2,944 M€ de PGE et sont en baisse par rapport à fin 2022.

Compte tenu du résultat de l'année, les capitaux propres de l'association restent stables à 10,8 M€. Les capitaux permanents, qui englobent également les provisions et autres dettes à plus d'un an, quant à eux, s'élèvent à 18 M€. La comparaison avec les actifs immobilisés de 11,1 M€ indique une couverture de 162 %, par rapport aux 173 % de 2022. Le fonds de roulement reste positif.

Le total du bilan de l'association s'établit ainsi à 35,7 M€.

## FILIALES ET PARTICIPATIONS

La SARL PEVELE ACCUEIL achève son exercice avec un résultat déficitaire de 61,905 k€. Comme l'an passé, l'activité reste limitée à l'accueil de sessions BAFA-BAFD pendant les vacances scolaires et de réfugiés.

La SARL CLAIR MATIN, créée en 2017, achève son 7<sup>e</sup> exercice avec un résultat déficitaire de 7,560 k€ contre - 140,5 k€ en 2022. L'activité a repris à la suite du retour des séjours scolaires qui constituent une part importante de l'activité.

## CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Bien que le contexte économique ait eu un impact sur le coût de nos activités en 2023, il est important de garder à l'esprit que les activités de l'association se sont développées et que les demandes sont toujours en hausse. La réalisation de nos activités s'est faite dans des conditions de mise en œuvre difficiles. Ces difficultés ont pu, pour partie, être surmontées grâce à l'énergie déployée par les équipes.

L'année 2024 se présente avec des perspectives de croissance des activités de l'association et une certaine stabilisation de l'inflation. Le défi pour 2024 sera plutôt de garantir la production des activités, avec pour les équipes la gestion du recrutement des animateurs et des formateurs.

Les lignes directrices fixées et engagées en 2019 restent toujours d'actualité :

- Poursuite de la modernisation et l'amélioration du système d'information ;
- Évolution des méthodes de travail afin de concentrer les forces sur le développement des activités ;
- Élaboration des projets autour des équipements gérés par l'UFCV à Bouvines, La Frayse, Clair Matin, Haut-Peyron ;
- Déploiement d'une stratégie patrimoniale afin de reconstituer les actifs immobiliers.

Ces trois dernières années ont considérablement fait évoluer les attentes, les demandes, les modes de relation et de consommation. Les enjeux climatiques, l'isolement et la précarisation des jeunes comme des moins jeunes, la digitalisation galopante, l'évolution de la relation au travail sont autant de changements à prendre en compte afin que l'association puisse continuer à servir ses publics. Pour l'UFCV, il s'agit de toujours d'aller à leur devant, de faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte ou ne renonce, et de développer la vie associative, pour que chacun puisse s'engager à la hauteur de ses possibilités.

Pour répondre à ces enjeux, l'association peut compter sur les femmes et les hommes bénévoles, volontaires et salariés qui, au quotidien, portent le projet de l'UFCV. Il sera aussi nécessaire que les travaux du comité de filière animation produisent leurs premiers effets en 2024 afin que le secteur de l'animation volontaire comme professionnel retrouve son attractivité.



# Comptes annuels

## 2023

## COMPTE DE RESULTAT 2023

	Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	28 835	30 335
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	2 565	3 635
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	72 773 579	61 017 476
dont parrainages	247 586	219 393
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 713 061	4 306 258
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		9 954
Mécénats	6 000	9 000
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 356 301	2 217 075
Utilisations des fonds dédiés	260 013	529 249
Autres produits	541 046	545 367
<b>TOTAL I</b>	<b>78 681 399</b>	<b>68 668 349</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	29 535 802	24 904 057
Aides financières	2 724	8 475
Impôts, taxes et versements assimilés	3 451 657	3 273 140
Salaires et traitements	34 430 626	30 527 871
Charges sociales	8 862 565	7 678 702
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 004 413	939 469
Dotations aux provisions	241 884	166 190
Reports en fonds dédiés	136 910	352 849
Autres charges	220 095	488 082
<b>TOTAL II</b>	<b>77 886 676</b>	<b>68 338 834</b>
<b>1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>794 723</b>	<b>329 515</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	20 659	11 729
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>20 659</b>	<b>11 729</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	196 232	
Intérêts et charges assimilées	40 518	40 649
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>236 750</b>	<b>40 649</b>
<b>2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>(216 091)</b>	<b>(28 920)</b>

	Exercice N	Exercice N-1
<b>3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ( I - II + III - IV)</b>	<b>578 632</b>	<b>300 596</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	778 660	501 999
Sur opérations en capital	139 337	109 615
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	312 829	20 874
<b>TOTAL V</b>	<b>1 230 826</b>	<b>632 487</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	1 213 023	728 455
Sur opérations en capital	5 012	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	297 777	147 359
<b>TOTAL VI</b>	<b>1 515 812</b>	<b>875 814</b>
<b>4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL ( V - VI)</b>	<b>(284 986)</b>	<b>(243 326)</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	(160 912)	
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>79 932 885</b>	<b>69 312 565</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>79 478 327</b>	<b>69 255 296</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>454 558</b>	<b>57 269</b>



## BILAN ACTIF 2023

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 447 306	1 385 490	1 061 816	1 140 459
Immobilisations incorporelles en cours	706 682		706 682	542 641
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	998 287	284 499	713 787	755 258
Constructions	9 779 138	5 113 452	4 665 685	4 548 235
Installations techniques, matériel et outillage industriels	857 355	813 628	43 727	82 882
Immobilisations corporelles en cours	887 172		887 172	143 117
Autres	5 390 980	4 433 057	957 923	703 512
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	211 232	211 232		44 116
Autres titres immobilisés	154 614		154 614	153 020
Prêts	1 203 926		1 203 926	1 073 689
Autres	720 317		720 317	614 479
<b>TOTAL I</b>	<b>23 357 009</b>	<b>12 241 359</b>	<b>11 115 650</b>	<b>9 801 409</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	11 922 965	199 758	11 723 206	10 857 207
Créances reçues par legs ou donations	(30 384)		(30 384)	(30 384)
Autres	6 908 940	142 246	6 766 694	6 769 869
Valeurs mobilières de placement	8 016		8 016	8 016
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	6 030 468		6 030 468	7 684 954
Charges constatées d'avance	174 450		174 450	71 830
<b>TOTAL II</b>	<b>25 014 455</b>	<b>342 004</b>	<b>24 672 451</b>	<b>25 341 492</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>48 371 464</b>	<b>12 583 363</b>	<b>35 788 101</b>	<b>35 142 901</b>

## BILAN PASSIF 2023

	Exercice N	Exercice N-1
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	4 324 979	4 324 979
Fonds propres complémentaires	586 445	586 445
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation	2 117 249	2 117 249
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	4 115 369	4 115 369
Autres		
Report à nouveau	(1 279 112)	(1 336 382)
Excédent ou déficit de l'exercice	454 558	57 269
Situation nette (sous total)	10 319 487	9 864 930
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	477 135	563 222
Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>10 796 622</b>	<b>10 428 152</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
<b>TOTAL I bis</b>		
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	367 181	490 283
<b>TOTAL II</b>	<b>367 181</b>	<b>490 283</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	655 535	657 290
Provisions pour charges	1 191 571	1 248 862
<b>TOTAL III</b>	<b>1 847 106</b>	<b>1 906 152</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	18 000	18 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 506 002	4 912 556
Emprunts et dettes financières diverses	45 691	45 656
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 128 498	6 825 804
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	4 999 690	4 930 549
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	28 018	147 658
Autres dettes	6 540 995	5 182 665
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	510 299	255 427
<b>TOTAL IV</b>	<b>22 777 193</b>	<b>22 318 314</b>
Ecart de conversion Passif (V)	0	0
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)</b>	<b>35 788 101</b>	<b>35 142 901</b>

# **Annexe aux comptes annuels 2023**

### **Présentation de l'UFCV**

#### **Objet social de l'association :**

L'UFCV a été fondée le 23 avril 1907, publiée au Journal officiel du 15 septembre 1911 et reconnue d'utilité publique par décret le 3 mai 1934. Qualifiée d'entreprise solidaire et d'utilité sociale, elle est aussi agréée association éducative complémentaire de l'enseignement public.

L'objet de l'association est de susciter, de promouvoir et de développer l'animation socio-éducative, culturelle ou sociale, ainsi que des actions de formation et d'insertion, dans le respect de ses finalités et des choix d'action qui découlent de ses rapports d'orientation, en soutenant les initiatives des personnes morales et des personnes physiques et en développant ses propres actions.

Association nationale d'éducation populaire, laïque et pluraliste, l'UFCV combat toute forme de sectarisme et d'exclusion. Elle agit prioritairement pour :

- développer et promouvoir des actions d'animation, d'éducation, de formation et d'insertion sociale et professionnelle dans tous les temps de la vie, en milieux urbain et rural, aux plans local, national ou international ;
- accompagner les personnes, notamment les enfants et les jeunes dans les temps de loisirs et de vacances ainsi que dans les temps périscolaires ou scolaires ;
- favoriser la création de liens entre les générations, la rencontre des cultures et le développement d'actions de solidarité ;
- contribuer à la protection physique et morale des personnes, notamment par des actions de prévention ;
- former des bénévoles, des volontaires s'engageant dans la vie sociale et culturelle, participer à la formation professionnelle des salariés.

Elle porte attention aux personnes les plus défavorisées ou fragilisées.

L'UFCV privilégie la vie associative lorsque celle-ci permet aux personnes de prendre en charge leurs propres besoins et aspirations ou ceux des personnes qui les entourent.

Elle organise et assure l'information, la défense et la représentation de ses adhérents.

Elle offre son concours aux personnes morales adhérentes sans s'ingérer dans leur administration intérieure.

Elle agit, si nécessaire, en partenariat avec d'autres organismes locaux, nationaux ou internationaux.

#### **Nature et périmètre d'intervention de l'association :**

L'UFCV s'engage au service des enfants et des jeunes, des personnes en situation de handicap et des personnes en précarité sociale et professionnelle.

L'association développe sur l'ensemble du territoire, des actions innovantes pour répondre aux enjeux sociétaux de son époque dans ses cœurs de métier que sont :

- Le Bafa-d : l'UFCV forme chaque année plusieurs milliers de jeunes adultes à encadrer des groupes d'enfants et d'adolescents pendant leurs temps de vacances et de loisirs.

- L'animation territoriale : l'association organise, anime et gère des lieux d'accueils, accompagne les professionnels de l'enfance-jeunesse et conseille les collectivités locales sur les enjeux politiques de leurs territoires.
- Les séjours de vacances pour enfants et jeunes : l'UFCV propose des séjours de vacances qui reposent sur des valeurs éducatives permettant aux enfants de grandir et de s'épanouir.
- Les séjours de vacances adaptées organisées : l'association s'attache à défendre et promouvoir l'accès aux vacances pour le plus grand nombre et en particulier pour des publics fragilisés : adultes et enfants en situation de handicap mental.
- La formation professionnelle et l'insertion professionnelle : certifiée Qualiopi, l'UFCV assure des formations qualifiantes aux métiers de la Jeunesse et des Sports et à ceux des secteurs sanitaires, social et médico-social. Elle œuvre aussi pour mobiliser vers l'emploi en favorisant l'émergence d'un projet professionnel cohérent, en valorisant les talents de chacun et en levant les freins périphériques à l'emploi.
- Le Service Civique : titulaire de l'agrément Service Civique, l'UFCV offre chaque année aux jeunes volontaires la possibilité de s'engager au sein de l'association, chez ses adhérents et/ou partenaires.
- Le SNU : L'association a pris une place dans le développement du Service national universel en organisant des stages de cohésion durant lesquels les jeunes participent à des activités visant à développer un esprit de cohésion et d'entraide.

### **Moyens mis en œuvre par l'association :**

Conformément à son objet social, l'UFCV recherche les ressources utiles à la réalisation de ses missions sociales au travers notamment :

- De subventions publiques, d'appels à projet et de marchés publics ;
- De prestations sociales ;
- De participations des bénéficiaires ;
- De dons, de mécénat de collecte auprès du public.

### **Faits caractéristiques d'importance significative**

#### **Faits significatifs intervenus au cours de l'exercice**

L'exercice 2023 se solde par un résultat excédentaire de 0,455 M€ pour un total de produit (exploitation, financier et exceptionnel) de 79,9 M€. La reprise des activités amorcée en 2021 s'est confirmée et même accélérée sur 2023. Cela malgré un contexte encore particulier de la poursuite des conflits géopolitiques qui a entraîné des augmentations importantes des coûts de production des activités.

Au cours de l'année, il a fallu prendre en compte :

- Les difficultés de recrutement dans les équipes d'animateurs et de formateurs ;
- Les augmentations des coûts des achats et prestations tels que : énergies, carburants, locations, hébergements, restauration... ;
- Les augmentations de rémunérations conventionnelles ;
- Les annulations de séjours sur les vacances adaptées organisées.

Le travail réalisé par les équipes de bénévoles, volontaires et salariés a permis collectivement à l'association de développer un volume d'activités supérieur à celui de 2022 et de répondre ainsi aux demandes toujours croissantes de nos bénéficiaires. Ces efforts ont permis de produire un résultat excédentaire mesuré.



Le volume des activités et les produits qui en découlent enregistrent de nouveau une forte progression par rapport à 2022. Le résultat 2023 permet de maintenir la situation financière de l'UFCV. À la fin de l'année, l'association a entamé le remboursement des deux prêts garantis par l'État (PGE) à hauteur de 4 M€ obtenus en 2020. Les remboursements s'étaleront sur quatre ans et prendront fin en 2026. Ces prêts permettent à la trésorerie de l'UFCV de maintenir le fonds de roulement nécessaire aux activités et de poursuivre la restructuration et les investissements.

### **Faits significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice 2023**

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler après la clôture jusqu'à l'approbation des comptes par le Conseil d'administration.

### **Principes et méthodes comptables**

#### **Principes généraux**

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2023 ont été établis et présentés conformément au Règlement ANC n° 2014-03 et au Règlement du 5 décembre 2018 applicables aux personnes morales de droit privé non commerçantes et à but non lucratif au titre des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 dans sa version homologuée le 29 décembre 2020, intégrant les Règlements n° 2018-06 et n° 2020-08.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- La continuité de l'exploitation ;
- La permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre (hors changements de méthodes impliqués par les nouveaux règlements et présentés en début d'annexe) ;
- L'indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les notes indiquées ci-après, numérotées de 1 à 27, font partie intégrante des comptes annuels.

## **Note n° 1 : Immobilisations**

### **A) Immobilisations**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition à l'exception des biens ayant fait l'objet d'une réévaluation libre fin 2012.

L'augmentation des prêts correspond au paiement de la participation des employeurs à l'effort de construction, versé sous forme de prêt sur 20 ans.

Les autres titres immobilisés constituent la contre garantie demandée par la banque pour la délivrance de cautions nécessaires à certaines activités.

Désignation (k€)	Valeur début exercice	Acquisition - virement (+)	Cession - virement (-)	Valeur fin exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>3 191</b>	<b>1 285</b>	<b>1 322</b>	<b>3 154</b>
Concessions, logiciels et droits similaires	2 648	463	663	2 447
Immobilisations incorporelles en cours	543	822	658	707
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>16 151</b>	<b>1 815</b>	<b>54</b>	<b>17 913</b>
Terrains	998	0	0	998
Constructions	5 287	325	0	5 613
Installations techniques	4 081	95	10	4 166
Matériel d'activités	852	20	15	857
Installations, agencements	2 115	51	6	2 160
Matériel de transport	251	0	6	245
Matériel de bureau et informatique	2 423	580	17	2 986
Immobilisations en cours	143	744	0	887
Avances et acomptes	0	0	0	0
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>1 900</b>	<b>728</b>	<b>338</b>	<b>2 290</b>
Participations	59	0	0	59
Créances rattachées à des participations		152	0	152
Autres titres immobilisés	153	2	0	155
Prêts	1 074	130	0	1 204
Dépôts et cautionnements	614	444	338	720
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS</b>	<b>21 242</b>	<b>3 829</b>	<b>1 714</b>	<b>23 357</b>

### **B) Participations**

La valeur des titres de participations est appréciée sur la base des actifs nets réévalués fin 2023.

Société (K€)	Capital Social	Résultat	Fonds propres	Part du capital	Montant participation	Compte courant
EURL Clair Matin	15,00	-7,56	-299,13	100%	15,00	45,35
EURL Pevele Accueil	30,00	-61,91	-77,45	100%	44,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>45,00</b>	<b>-69,47</b>			<b>59,00</b>	<b>45,35</b>

**Note n° 2 : Amortissements et dépréciations sur actifs**

Désignation (k€)	Valeur début exercice	Amortissements exercice (+)	Cessions ou reprises (-)	Valeur fin exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>1 508</b>	<b>489</b>	<b>611</b>	<b>1 386</b>
Concessions, logiciels et droits similaires	1 508	489	611	1 386
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>9 918</b>	<b>843</b>	<b>26</b>	<b>10 644</b>
Terrains	152	132	0	283
Constructions	1 725	180	0	1 905
Installations techniques	3 095	116	2	3 209
Matériel d'activités	770	49	5	814
Installations, agencements	1 763	76	1	1 839
Matériel de transport	221	12	6	227
Matériel de bureau et informatique	2 102	278	12	2 368
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>15</b>	<b>197</b>	<b>0</b>	<b>212</b>
Autres participations	15	197		212
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Dépôts et cautionnements				
<b>TOTAL DES AMORTISSEMENTS et PROVISIONS</b>	<b>11 441</b>	<b>1 528</b>	<b>637</b>	<b>12 241</b>

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue. Il n'est pas pratiqué d'amortissement dérogatoire.

Les durées d'amortissement pratiquées sont :

✓ Logiciels et les progiciels	3, 5 ou 10 ans
✓ Constructions	20, 33 ou 50 ans
✓ Structures	40 ans
✓ Huisseries extérieures	25 ans
✓ Ascenseur	20 ans
✓ Plomberie	20 ans
✓ Chauffage	15 ans
✓ Electricité	20 ans
✓ Matériel d'activité	5 ans
✓ Installations et agencements	10 ans ou 3/6/9 ans
✓ Matériel de transport	4 à 5 ans
✓ Matériel de bureau	5 ans
✓ Matériel informatique	3 ans
✓ Mobilier de bureau	10 ans
✓ Réévaluation	20 ans maximum

**Note n° 3 : Avances et acomptes sur commandes en cours**

DESIGNATION (k€)	31/12/2023	31/12/2022
Avances et acomptes versés/commandes	2 274	2 415
<b>TOTAL AVANCES ET ACOMPTES</b>	<b>2 274</b>	<b>2 415</b>

**Note n° 4 : Clients et comptes rattachés****Les créances clients**

- Les créances clients sont inscrites à leur valeur nominale.
- Les créances clients antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2023 sont dépréciées à 100 % après analyse par les délégations régionales.
- Les créances clients de l'exercice sont dépréciées au cas par cas.

Désignation (k€)	31/12/2023	31/12/2022
Clients individuels tous secteurs	1 349	3 896
Clients Etat et collectivités	5 978	4 298
Clients produits non facturés	4 596	2 865
Dépréciations créances douteuses	-200	-202
<b>TOTAL DES AUTRES DETTES</b>	<b>11 723</b>	<b>10 857</b>

Les créances clients sont toutes à moins d'un an à l'origine.

**Note n° 5 : Détail de la dépréciation créances douteuses**

Désignation (k€)	Dépréciation au 01/01/2023	Dotation	Reprise	Dépréciation au 31/12/2023
Dépréciation créances douteuses	204	78	77	204
<b>TOTAL DEPRECIATIONS CREANCES DOUTEUSES</b>	<b>204</b>	<b>78</b>	<b>77</b>	<b>204</b>

**Note n° 6 : Autres créances**

DESIGNATION (k€)	31/12/2023	31/12/2022
Fournisseurs débiteurs	278	82
Personnel	103	116
Sécurité Sociale & Organismes Sociaux	381	552
Etat & Collectivités	3 755	3 567
Groupe & Associés	0	102
Débiteurs divers	7	50
<b>TOTAL AUTRES CREANCES</b>	<b>4 524</b>	<b>4 468</b>

Toutes les autres créances sont à moins d'un an à l'origine à l'exception des créances sur le crédit impôt recherche (CIR) dont l'exigibilité est à trois ans.

**Note n° 7 : Valeurs mobilières de placement**

Désignation (k€)	31/12/2023	31/12/2022
Livret sociétaire BP	8	8
<b>TOTAL VALEURS MOBILIERES</b>	<b>8</b>	<b>8</b>

**Note n° 8 : Disponibilités**

Désignation (k€)	31/12/2023	31/12/2022
Valeurs à l'encaissement	50	30
Disponibilités	5 980	7 635
<b>TOTAL DES DISPONIBILITES</b>	<b>6 030</b>	<b>7 665</b>

**Note n° 9 : Charges constatées d'avance**

Désignation (k€)	31/12/2023	31/12/2022
<b>TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	<b>174</b>	<b>72</b>

**Note n° 10 : Fonds associatif et réserves**

Désignation (k€)	01/01/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2023
Fonds statutaires	4 325			4 325
Apports Comités Départementaux	300			300
Donation Latour	183			183
Donation Les enfants aux bois	103			103
Ecart de réévaluation libre	2 118			2 118
Autres réserves	4 115			4 115
Report à nouveau	-1 337	57		-1 280
Résultat de l'exercice	57	455	57	455
<b>TOTAL DES CAPITAUX</b>	<b>9 864</b>	<b>512</b>	<b>57</b>	<b>10 318</b>

**Note n° 11 : Subventions d'investissements**

Désignation (k€)	01/01/202	Augmentation	Diminution	31/12/2023
Subventions d'investissements Etat	166			166
Amortissements subventions d'investissements Etat	-86	-6		-93
Subventions d'investissements Régions	755			755
Amortissements subventions d'investissements Régions	-548	-22		-570
Subventions d'investissements Départements	253			253
Amortissements subventions d'investissements Départements	-132	-13		-145
Subventions d'investissements Communes	82			82
Amortissements subventions d'investissements Communes	-95	-7		-103
Subventions d'investissements Organismes sociaux	709	5	2	712
Amortissements subventions d'investissements Organismes sociaux	-542	-41	0	-582
<b>TOTAL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS</b>	<b>563</b>	<b>-84</b>	<b>2</b>	<b>477</b>

Les subventions d'investissements concernant les immobilisations sont reprises dans le compte de résultat au prorata des amortissements.



## **Note n° 12 : Capitaux permanents**

Désignation (k€)	01/01/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2023
CAPITAUX PROPRES	9 865	455		10 320
SUBVENTIONS D' INVESTISSEMENT	1 966	5	2	1 969
Amortissements subventions investissements	-1 402	-89	0	-1 492
PROVISION POUR RETRAITE	1 249	66	123	1 192
<b>CAPITAUX PERMANENTS</b>	<b>11 469</b>	<b>436</b>	<b>125</b>	<b>11 989</b>

Les capitaux permanents intègrent aux capitaux propres des engagements disponibles sur le long terme comme les provisions pour retraite.

## **Note n° 13 : Provisions**

Désignation (k€)	Solde au 01/01/2023	Dotations de l'exercice (*)	Reprises de l'exercice (**)	Solde au 31/12/2023
<b>PROVISIONS POUR RISQUES</b>	<b>657</b>	<b>479</b>	<b>480</b>	<b>656</b>
Provisions pour risques	20			20
Autres provisions pour risques	36	0	7	29
Provisions pour risques d'emploi	294	128	162	260
Autres provisions pour risques	307	351	311	347
<b>PROVISIONS POUR CHARGES</b>	<b>1 249</b>	<b>66</b>	<b>124</b>	<b>1 192</b>
Provisions pour retraite (charges sociales incluses)	1 249	66	124	1 192
<b>TOTAL DES PROVISIONS</b>	<b>1 906</b>	<b>545</b>	<b>604</b>	<b>1 847</b>

### **Provisions pour retraite :**

La provision retraite est calculée par un cabinet d'actuaire selon les paramètres suivants :

- Le taux d'actualisation retenu en 2023 est passé de 3,15 % contre 3,75 % en 2022.
- Calcul du nombre de mois d'indemnités à verser en fonction de la convention collective de l'animation et de l'accord de substitution du 18 décembre 2006.
- Application d'un coefficient du turnover pour tenir compte de la probabilité de départ en fonction de la catégorie du salarié. Les taux 2023 ont évolué par rapport à ceux de 2022 (taux de rotation des moins de 30 ans passe de 28,50 % à 26,97 %, des 30 à 39 ans passe de 16,00 % à 16,46 %, des 40 à 49 ans passe de 10,50 % à 11,70 %, des 50 à 55 ans passe de 6,50 % à 9,32 % et pour les plus de 55 ans passe de 5,50 % à 7,97 %).
- Les tables de mortalité appliquées sont les tables TF-TH 00-02.
- Le taux de revalorisation des salaires est passé à 2,00% contre 1,50 % en 2022.
- L'âge de départ à la retraite est de 67 ans pour l'ensemble des catégories socioprofessionnelles, conformément à la législation.
- L'hypothèse retenue est un départ à l'initiative de l'employé à taux plein. Cette indemnité est soumise à charges sociales. Les taux de charges sociales retenues sont de 56 % pour les cadres, de 49 % pour les TAM (techniciens/agents de maîtrise) et de 40 % pour les employés.

Cette provision est à plus d'un an.

**Note n° 14 : Tableau de variation des fonds dédiés**

VARIATION DES FONDS DEDES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			MONTANT GLOBAL	DONT REMBOURSEMENTS		MONTANT GLOBAL	DONT FONDS DEDES CORRESPONDANT A DES PROJETS SANS DEPENSES AU COURS DES DEUX DERNIERS EXERCICES
Subvention d'exploitation	442 997,37	198 326,57	313 143,29	-	-	328 180,65	-
AIDE EMPLOI	5 380,00	-	-	-	-	5 380,00	-
ANIMATION TERRITORIALE	-	-	-	-	-	-	-
BENEVOLE	-	-	-	-	-	-	-
DONNATION	-	-	-	-	-	-	-
EDUCATIF	8 150,00	11 844,64	15 000,00	-	-	4 994,64	-
ENFANCE ET JEUNESSE	2 250,00	1 000,00	1 500,00	-	-	1 750,00	-
FESTIPREV	3 000,00	-	3 000,00	-	-	-	-
FORMATION	4 071,00	18 378,93	18 166,00	-	-	4 283,93	-
FRAYSE TOCH	1 500,00	-	-	-	-	1 500,00	-
HANDICIVIQ	81 900,00	70 552,00	47 256,42	-	-	105 195,58	-
INTERGENERATIONNEL	-	-	-	-	-	-	-
JEUNESSE	25 876,04	46 000,00	27 276,04	-	-	44 600,00	-
NA	-	-	-	-	-	-	-
PARCOURS LAIQUE ET CITOYEN	-	-	-	-	-	-	-
PETITE ENFANCE	-	-	-	-	-	-	-
PLAN MERCREDI	90 060,00	-	53 250,00	-	-	36 810,00	-
REZO	-	-	-	-	-	-	-
SEJOURS	2 250,00	-	-	-	-	2 250,00	-
SENIOR	202 028,33	44 751,00	126 662,83	-	-	120 116,50	-
SERVICE CIVIQUE	-	-	-	-	-	-	-
SIAM	16 000,00	-	16 000,00	-	-	-	-
SUB INVEST	-	-	-	-	-	-	-
VIE SOCIALE	5 032,00	-	5 032,00	-	-	-	-
TRANSITION ECOLOGIQUE	-	5 800,00	-	-	-	5 800,00	-
Contributions financières d'autres organismes	47 285,81	-	8 285,81	-	-	39 000,00	-
DONNATION	47 285,81	-	8 285,81	-	-	39 000,00	-
Ressources liées à la générosité du public	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	490 283,18	198 326,57	321 429,10	-	-	367 180,65	-

**Note n° 15 : Fournisseurs et comptes rattachés**

Désignation (k€)	31/12/2023	31/12/2022
Fournisseurs & comptes rattachés	3 610	4 969
Fournisseurs factures non parvenues	2 518	1 857
<b>TOTAL FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES</b>	<b>6 128</b>	<b>6 826</b>

Tous les fournisseurs sont à moins d'un an d'échéance.

**Note n° 16 : Dettes sociales et fiscales**

Désignation (k€)	31/12/2023	31/12/2022
Personnel et comptes rattachés	2 187	1 900
Sécurité Sociale et Organismes sociaux	2 142	1 838
<b>TOTAL DES DETTES SOCIALES</b>	<b>4 329</b>	<b>3 738</b>
Etat et autres dettes fiscales	670	1 192
<b>TOTAL DES DETTES FISCALES</b>	<b>670</b>	<b>1 192</b>
<b>Total dettes sociales et fiscales</b>	<b>5 000</b>	<b>4 931</b>

Toutes les dettes sociales et fiscales sont à moins d'un an d'échéance.

**Note n° 17 : Autres dettes**

Désignation (k€)	31/12/2023	31/12/2022
Clients créditeurs individuels	51	44
Associés comptes courants	45	45
Autres comptes créditeurs	734	455
Charges à payer	81	72
<b>TOTAL DES AUTRES DETTES</b>	<b>911</b>	<b>616</b>

Toutes les autres dettes sont à moins d'un an d'échéance.

**Note n° 18 : Produits constatés d'avance**

Désignation (k€)	31/12/2023	31/12/2022
Produits	510	255
<b>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	<b>510</b>	<b>255</b>

Tous les produits constatés d'avance sont à moins d'un an d'échéance.

**Note n° 19 : Décomposition des produits par zone géographique**

Désignation (k€)	2023	2022	2021
NORD - EST	24 354	18 231	15 188
OUEST	17 298	16 083	14 161
IDF	4 034	5 042	5 429
SUD - EST	16 358	13 876	12 606
SUD - OUEST	13 258	12 238	10 462
NATIONAL	4 630	3 842	2 731
<b>TOTAL REPARTITION GEOGRAPHIQUE</b>	<b>79 932</b>	<b>69 313</b>	<b>60 576</b>

**Note n° 20 : Décomposition des produits par activité**

Activités (k€)	2023	%	2022	%	2021	%
Vie Associative	4 639	6%	2 065	3%	1 738	3%
Formations BAFA - BAFD	16 372	20%	14 017	20%	11 934	20%
Formations	5 432	7%	5 192	7%	4 811	8%
Vacances jeunes	2 167	3%	1 868	3%	1 638	3%
Animation	31 346	39%	28 121	41%	25 350	42%
Vacances Adaptées Organisées	9 677	12%	8 222	12%	7 555	12%
Insertion	6 881	9%	6 392	9%	6 344	10%
Divers	3 418	4%	3 436	5%	1 207	2%
<b>TOTAL ACTIVITE</b>	<b>79 933</b>	<b>100%</b>	<b>69 313</b>	<b>100%</b>	<b>60 576</b>	<b>100%</b>

**Note n° 21 : Produits des cotisations**

Les cotisations sont comptabilisées au moment de leur encaissement.

**Note n° 22 : Décomposition des subventions**

Origine	31/12/2023	31/12/2022
Subventions jeunesse et sports - Fonctionnement	1 005 349	890 607
Subventions de l'Etat - autres Ministères	311 340	148 024
Subventions Régionales	496 665	1 017 505
Subventions Départementales	647 808	703 638
Subventions Communales	209 465	419 533
C.N.A.F - C.A.F.	566 767	747 445
Subventions autres	207 774	166 387
FNDVA /CDVA	0	0
Subventions - Autres organismes sociaux	267 893	213 119
<b>TOTAL DES SUBVENTIONS</b>	<b>3 713 061</b>	<b>4 306 258</b>

## Note n° 23 : Secteur de la formation professionnelle

Informations conformes à la réglementation applicable au secteur de la formation professionnelle – arrêté du 2 août 1995.

### Les ressources du secteur de la formation professionnelle

ORIGINE DES PRODUITS DE L'ORGANISME (en k€)	2023	2022	2021
- des entreprises pour la formation de leurs salariés	489	1 206	1 073
- des organismes gestionnaires des fonds de la formation professionnelle pour des actions dispensées dans le cadre :			
<i>des contrats d'apprentissage</i>	-	-	-
<i>des contrats de professionnalisation</i>	99	-	-
<i>de la promotion ou de la reconversion par alternance</i>	16	-	-
<i>des congés individuels de formation et des projets de transition</i>	6	-	-
<i>du compte personnel de formation</i>	27	19	-
du plan de développement des compétences ou d'autres dispositifs	187	339	361
Total des produits provenant des organismes gestionnaires des fonds de la formation	334	358	361
- des pouvoirs publics pour la formation de leurs agents	331	442	309
- des pouvoirs publics pour la formation de publics spécifiques :	7 647	6 818	7 793
<i>Instances européennes</i>	-	50	89
<i>État</i>	2 047	1 914	2 252
<i>Conseils régionaux</i>	4 672	4 059	3 676
<i>Pôle emploi</i>	689	594	1 549
<i>Autres ressources publiques</i>	238	201	227
- de contrats conclus avec des personnes à titre individuel et à leurs frais	84	66	69
- de contrats conclus avec d'autres organismes de formation (y compris CFA)	2 391	1 736	861
- autres produits au titre de la formation professionnelle	-	96	110
<b>TOTAL DES PRODUITS RÉALISÉS AU TITRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>11 276</b>	<b>10 722</b>	<b>10 577</b>

OBJECTIF GÉNÉRAL DES PRESTATIONS DISPENSÉES (en H/S)	2023	2022	2021
Formations visant un diplôme, un titre RNCP	292 700	289 675	353 040
- dont de niveau 6 à 8 (Licence, Master, diplôme d'ingénieur, Doctorat)	11 379	9 362	9 520
- dont de niveau 5 (BTS, DUT, écoles de formation sanitaire et sociale ...)	24 381	26 063	36 423
- dont de niveau 4 (BAC professionnel, BT, BP, BM...)	183 127	175 657	208 755
- dont de niveau 3 (BEP, CAP...)	72 421	78 525	98 342
- dont de niveau 2	1 392	68	-
- dont (CQP) sans niveau de qualification	-	-	-
Formations visant une certification (dont CQP) ou une habilitation enregistrée au répertoire spécifique (RS)	3 493	6 636	
Formations visant un CQP non enregistré au RNCP ou au RS	2 060		
Autres formations professionnelles	566 798	653 185	642 965
Bilans de compétence	-		
Actions d'accompagnement à la validation des acquis de l'expérience	597	240	376
<b>TOTAL</b>	<b>865 648</b>	<b>949 736</b>	<b>996 381</b>



**Note n° 24 : Charges et produits exceptionnels**

Désignation (k€)	Charges exceptionnelles sur l'exercice	Produits exceptionnels sur l'exercice
VNC / Produits des cessions et mise rebut immobilisations	0	0
Autres charges et produits exceptionnels	1 218	918
Provisions / Reprises exceptionnelles	298	313
<b>TOTAL SUR L'EXERCICE</b>	<b>1 516</b>	<b>1 231</b>

**Note n° 25 : Analyse des mouvements des créances clients**

Désignation (k€)	31/12/2023	31/12/2022
Créances irrécouvrables	-36	-47
Dotation aux provisions pour créances douteuses	-53	-91
Reprise sur provisions pour créances douteuses	62	110
<b>MOUVEMENT CREANCES CLIENTS</b>	<b>-27</b>	<b>-28</b>

**Note n° 26 : Effectifs des salariés au 31 décembre 2023**

EFFECTIF AU 31/12/2022	CDI	CDD	TOTAL 2023	TOTAL 2022
CADRE	1 2 6	2	1 2 8	1 2 7
TECHNICIEN AGENT DE MAITRISE	3 7 1	1 4 1	5 1 2	4 8 5
EMPLOYE	3 4 5	2 8 7	6 3 2	6 0 9
<b>TOTAL EFFECTIF</b>	<b>842</b>	<b>430</b>	<b>1 272</b>	<b>1 221</b>

**- Bénévolat**

La mise en œuvre du projet de l'UFCV fait appel de manière récurrente à la contribution de bénévoles, notamment pour l'encadrement des actions de formation des accueils collectifs de mineurs, l'engagement dans le cadre du Service Civique ainsi que pour la participation au Conseil d'administration. Ces contributions sont valorisées sur la base du salaire minimum conventionnel pour les personnes en service civique, et sur la base d'une rémunération moyenne de délégué régional pour les membres du Conseil d'administration.

Ces contributions sont évaluées à 5 635 438 € au 31 décembre 2023.

En plus du bénévolat, l'UFCV a bénéficié d'un mécénat de compétences de la part d'une société dans le secteur de la technologie afin de développer des outils informatiques qui a été valorisé à un montant de 42 724.28€.

**Note n° 27 : Informations complémentaires****- Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants :**

Conformément à l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les rémunérations brutes et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants se montent à 152 239,01 €. (Rémunérations et avantages en nature versés aux trois dirigeants percevant, de l'association, les rémunérations les plus élevées), pour l'année 2023.

**- Rémunération du président :**

En application des dispositions du Code général des impôts (article 261-7 et article 242 C de l'annexe II), aux statuts de l'UFCV, à la décision de l'Assemblée générale des 7 et 8 juin 2008 décidant le principe de la rémunération, renouvelée lors de l'Assemblée générale du 4 octobre 2020 et des décisions prises lors des Conseil d'administration du 5 décembre 2020 et du 8 octobre 2022, le montant de la rémunération brute perçue par Monsieur Michel LE DIREACH est de 12 831 € pour l'année 2023.

- **Rémunération du secrétaire :**

En application des dispositions du Code général des impôts (article 261-7 et article 242 C de l'annexe II), aux statuts de l'UFCV, à la décision de l'Assemblée générale des 7 et 8 juin 2008 décidant le principe de la rémunération, renouvelée lors de l'Assemblée générale du 4 octobre 2020 et de la décision prise lors du Conseil d'administration du 5 décembre 2020 et du 8 octobre 2022, le montant de la rémunération brute perçue Madame Perrine DIDI est de 13 197,60 € pour l'année 2023.

- **Honoraires du commissaire aux comptes**

Les honoraires versés au commissaire aux comptes au titre de la certification des comptes clos au 31 décembre 2023 se sont élevés à 108 600 € TTC.

- **Engagements reçus**

L'UNAT s'est portée caution solidaire de l'UFCV dans les conditions prévues par les articles L. 211-18 et R. 211-26 à R. 211-34 du code du tourisme relatives à la garantie financière et à la responsabilité civile professionnelle des agents de voyage et autres opérateurs de la vente de voyages et de séjours.

- **Engagements donnés**

Dans le cadre de son adhésion au Fonds mutuel de solidarité de l'UNAT, l'UFCV s'est engagée à apporter au fonds à titre pur et simple 0,1 % du chiffre d'affaires tourisme de l'année antérieure. Cet apport est effectué avec droit de reprise sous déduction des sommes éventuellement utilisées.

Pour 2023, il n'y a pas eu d'appel au Fonds mutuel de solidarité. Le total de l'engagement reste au niveau de 2022 soit 29 002 €.

# **Rapport du commissaire aux comptes**



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

# Union Française des Centres de Vacances et de Loisirs (UFCV)

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Union Française des Centres de Vacances et de Loisirs (UFCV)  
11 rue de Cambrai - 75019 Paris

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

## **Union Française des Centres de Vacances et de Loisirs (UFCV)**

11 rue de Cambrai - 75019 Paris

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association Union Française des Centres de Vacances et de Loisirs (UFCV),

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Union Française des Centres de Vacances et de Loisirs (UFCV) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.





### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 5 juin 2024

KPMG SA

**Erik  
Boulois**

Erik Boulois

Associé

Signature  
numérique de  
Erik Boulois  
Date : 2024.06.05  
12:49:56 +02'00'